

322002.1-  
SUBSTANCE  
D'UN  
DISCOURS

PRONONCÉ PAR  
LORD AUCKLAND,

DANS LA  
CHAMBRE DES PAIRS,  
LE MARDI, 8 JANVIER, 1799,

SUR LA  
TROISIEME LECTURE

DU  
*Bill pour accorder certains Droits sur le Revenu.*

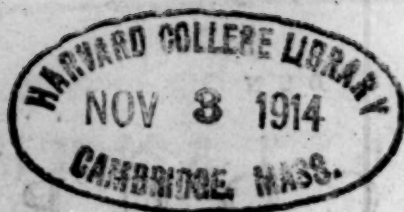
---

A LONDRES:

IMPRIMÉ POUR J. WRIGHT, N°. 169, PICCADILLY.

1799.

2027.99.174  
2027.99.5



Prof. E. C. Pickering,  
Cambridge.

---

SUBSTANCE

D'UN.

DISCOURS,

ETC. ETC.

---

MY LORDS,

LE Discours que le Noble Baron\* vient de prononcer, m'aurait forcé de solliciter votre attention pendant quelques minutes, pour ma propre justification, si je n'avais eu déjà l'intention de soumettre à Vos Seigneuries quelques observations sur la mesure dont nous nous occupons en ce moment.

Le Noble Comte,† qui a parlé le premier dans ce débat, m'a fait ressouvenir que dans une Ses-

\* Lord Holland.

† Lord Suffolk.



sion précédente, il avait exprimé le désir que l'on pût principalement pourvoir aux dépenses que les guerres occasionnent, par des taxes équitables & égales, pendant la durée de ces mêmes guerres. Je me rappelle parfaitement ce fait. Aussi le Noble Comte convient-il, avec candeur, qu'il ne s'oppose point au Bill actuel : Il est seulement mécontent de quelques-unes de ses clauses, dont il me semble (je le dis avec toute la déférence que je lui dois) qu'il est loin de bien concevoir la signification.

Le Bill n'a pas reçu, & je n'apperçois pas que vraisemblablement il reçoive, d'opposition, ni d'objection, d'aucune autre part. Je crois donc pouvoir assurer qu'à l'exception de la négative isolée du Noble Baron, la mesure en question a l'assentiment de la Chambre. Et je crois fermement qu'elle a à peu près dans la même proportion le consentement général du Royaume.

Mais il a plu au Noble Baron d'insinuer que je ne puis pas y donner mon assentiment individuel, comme Pair de la Grande-Bretagne, “ sans me  
“ rendre



“coupable d'inconséquence & de changement  
“de système.”

Je sens qu'il est de mon devoir, My Lords, de repousser une insinuation qui tendrait à m'accuser de versatilité, ou d'abandon de principes. Le Noble Lord m'a fait l'honneur de rechercher & de lire certains passages d'un petit ouvrage que je publiai en 1779 \*. Je pourrais admettre & reconnaître en entier le sens que le Noble Lord donne à ces passages, & répondre, qu'avec le tems plusieurs opinions spéculatives (aussi bien que d'autres qui regardent des individus) sont sujettes à éprouver des changemens, soit par les événemens qui se succèdent, soit par les circonstances qui varient, ou bien par de meilleures informations, & plus de maturité dans le jugement ; & cela sans entacher l'honneur, & la délicatesse de ceux qui ont eu ces opinions. Et certes, après un intervalle de vingt années, & de vingt années remplies de grands événemens, une opinion de la nature de celle à laquelle on a fait allusion, peut bien être changée ou abandonnée

\* *Lettres au Comte de Carlisle, par William Eden, Esq., &c.*

sans qu'on ait de reproches à se faire. Dans le cours des vingt années à venir, il pourra arriver au Noble Lord (& , soit dit sans lui manquer de respect, j'espère qu'il lui arrivera) de changer quelques-unes de ses opinions politiques, à sa grande satisfaction personnelle, & à l'avantage de son pays.

Si cependant le Noble Lord avait examiné, avec son exactitude ordinaire, l'ensemble des passages qu'il a jugé à propos de citer, il aurait vu qu'ils se rapportaient à une contribution volontaire qui dépendrait de l'enthousiasme des contribuans ; ou bien qui dépendrait d'une déclaration purement volontaire que les contribuans feraient de leur revenu, si cette contribution était forcée & générale. A l'époque dont je parle, il n'entra jamais dans l'esprit des hommes d'état les plus éclairés (& j'en appelle à un Noble Ami \* qui m'entend en ce moment, & qui était fort versé dans ces discussions) qu'il pût être praticable d'établir une contribution générale &

\* Le Lord Chancelier.

forcée,

forcée, par le moyen des déclarations forcées,  
le seul qui soit juste & efficace.

Mais, je ne désire pas me prévaloir de  
cette explication, quand bien même j'aurais été  
assez heureux pour convaincre Vos Seigneuries  
qu'elle est solide & concluante. Maintenant j'a-  
voue franchement, qu'en 1779, je ne prévoyais ni  
l'enthousiasme, ni la prospérité & les ressources,  
qui distinguent, par dessus toutes les autres, l'é-  
poque actuelle de notre histoire; & qui ont  
donné à nos compatriotes & la disposition & les  
facultés d'adopter la mesure actuelle, sans qu'il  
en résulte, selon toutes les probabilités, aucun  
inconvenient capable de balancer les avantages  
que l'on en retirera.

Vos Seigneuries me permettront de faire encore  
ici une remarque; & plusieurs d'entr'elles pour-  
ront rendre témoignage à sa vérité. Quelle  
que puisse être mon opinion, elle n'est point  
formée subitement, ni pour l'objet du mo-  
ment; c'est une opinion que j'avouai publi-  
quement & que je fis connaître dans la dernière

Session



Session du Parlement. Il m'arriva alors, à moi & à d'autres personnes, en discutant le plan des taxes additionnelles (*Assessed Taxes*), d'exposer & de reconnaître ses inégalités & ses imperfections (car ce ne sont pas là des découvertes nouvelles); & nous exprimâmes plus d'une fois notre tre vœu pour une mesure en quelque sorte semblable au Bill qui est maintenant sous nos yeux. Je me rappelle très-bien de l'avoir désignée comme le grand problème à résoudre en finance. Mais, en même tems, nous ne déguisâmes pas la crainte que nous avions qu'une pareille mesure ne fut trouvée impraticable.

Il paraît maintenant que les difficultés que nous redoutions n'étaient pas insurmontables. Il était bien digne de l'ame énergique & grande qui dirige nos conseils, de tenter avec succès de vaincre ces obstacles. Cette entreprise était bien digne de l'homme, qui semble avoir été créé par une Providence bienfaisante, pour la conservation de ce Royaume;—pour la conservation d'un Royaume adjacent, dont, en dépit de ses jalousies mal-raisonnées, nous cherchons cordialement à rendre

rendre la prospérité & la sécurité égale à la nôtre;—& peut-être aussi pour le rétablissement de l'Europe. Il ne fallait pas moins qu'une âme aussi forte pour accomplir un projet, qui, dans son effet actuel, & dans ses conséquences probables, est d'une nature si gigantesque, qu'on peut le mettre de niveau avec les autres événemens de 1798. Je n'ajoute aucune épithète à ces événemens, car il n'est point d'expressions qui puissent rendre justement leur gloire ou leur importance.

Mais si l'adoption de cette mesure doit être réellement si avantageuse au public, n'est-ce pas, dit un des Nobles Lords, reconnaître que le système que vous avez suivi si long-tems, était vicieux ? N'en renferme-t-elle pas la censure ?—En d'autres termes, si le nouveau système, est si clairement le meilleur, pourquoi ne l'a-t-on pas mis en avant plutôt ? Peut-être suffirait-il de répondre, que jusqu'à ce que les fonds ne commençassent à s'affaïsser, sous le poids accumulé des nouveaux emprunts, l'utilité de la mesure de lever une partie des subsides dans l'année, était

était moins évidente & moins urgente. Mais il y avait une autre raison qui l'emportait sur toutes les autres. Il aurait été impossible, avant l'époque actuelle, de faire adopter le plan vaste & salubre qui nous est présenté maintenant.

Nos compatriotes ont en général été bien & sagement disposés, pendant la lutte terrible dans laquelle nous sommes engagés, depuis le commencement jusqu'au moment actuel. Cependant il y en avait encore un grand nombre, malheureusement même trop, auxquels le progrès de la révolution Française, & les événemens de la guerre, n'avaient pas encore développé les vues & la tendance infernale du Jacobinisme, ni les principes & les manœuvres de ceux qui soutenaient sa cause, en secret ou publiquement.

On doit se rappeler, que, lors de la première explosion de ces crimes & de ces calamités, qui, depuis, ont répandu la désolation sur plusieurs nations, & mis toutes les autres dans un péril extrême, il y a eu des hommes (& des Anglais aussi) à grands talens, des hommes dirigeans, qui  
croy-



croyaient, ou qui affectaient de croire, & qui se persuadaient à eux-mêmes, ou persuadaient aux autres, que la révolution Française était la production la plus glorieuse de l'intégrité & de la sagesse humaines ; que c'était le triomphe de l'éternelle vérité sur les préjugés ; & que les atrocités des révolutionnaires n'étaient que les premiers excès, & les ébullitions passagères d'une nouvelle liberté, qui devait former l'époque & la consommation du bonheur de l'humanité. Cette misérable illusion s'était propagée & régna dans toute sa force, malgré ses dangereuses conséquences, jusqu'à l'époque de la Négociation de Lille : & même alors, une grande partie de la nation était disposée à abandonner tout le continent de l'Europe, à le laisser subjugué & détruit, & à faire d'autres sacrifices ruineux, afin d'acheter une paix nominale qui aurait été plus funeste qu'une guerre.

Lorsque je reporte les yeux sur cette époque, j'éprouve toutes les sensations pénibles d'un songe effrayant.

Le Tout Puissant, dans sa bonté, a frustré, pour notre propre conservation, nos frivoles espérances. Les conférences de Lille furent rompues d'une manière qui déchira le bandeau qui couvrait les yeux d'un grand nombre de personnes. La France avoua son dessein invétéré de détruire & d'anéantir l'Empire Britannique! Elle proclama ce dessein avec ostentation, & fit les préparatifs les plus extravagans pour le mettre à exécution. Il n'y eut plus de doute alors, & il devint manifeste, que notre existence, comme peuple indépendant, exigeait indispensablement que nous poursuivissions la guerre avec constance & vigueur. Dans une crise d'un intérêt aussi grand & aussi terrible, toute l'énergie & le bon sens de la nation se déployèrent. La milice, les volontaires, l'armée, la marine, tous, animés du même zèle, ont rivalisé ensemble en activité, en zèle, en discipline & en bravoure. Le même enthousiasme a échauffé les cœurs de tous les Anglais dans toutes les parties du globe.

La

La sagesse du Parlement a marché de pair avec les dispositions parfaites du peuple. Vers la fin de 1797, il adopta la mesure des Taxes Additionnelles (*Assessed Taxes*), & cette mesure fut accompagnée d'une Contribution Volontaire de toutes les classes de citoyens, laquelle fut remplie avec une générosité sans exemple, & s'élève en ce moment à environ deux millions sterling. Ces efforts, qui ont servi de base au grand système que nous discutons aujourd'hui, furent encore augmentés par une Taxe de Guerre (la Taxe des Convois) sur nos importations & nos exportations. Et je m'écarterai ici de la question pour un moment, afin de remarquer que le montant de ces importations & exportations, par une particularité fort heureuse dans la septième année d'une guerre, s'est élevé en 1798, autant qu'on a pu en faire les comptes jusqu'à présent, beaucoup plus haut qu'il n'avait jamais fait \*.

Il a été vu & reconnu, que la mesure des Cotisations ou Taxes Additionnelles portait d'une

\* Voyez l'Appendix, Nos. 1 & 2.



manière inégale, & que ces inégalités affectaient ceux qui, témoignant le plus d'esprit public, se mettaient en avant, & étaient incapables de chercher à les évader ; tandis que les moyens comparatifs de quelques-uns leur permettaient, en plusieurs cas, de se soustraire à une contribution proportionnelle, & même que plusieurs autres ne payaient rien du tout. Cependant la mesure a été exécutée autant que possible, &, malgré toutes ses imperfections, elle a été d'une utilité si évidente, qu'elle a fait naître le désir général de la voir s'étendre & se perfectionner.

Une circonstance hautement encourageante pour adopter ce plan d'extension, a été de voir, dans le cours de l'expérience qu'on en a faite, que les défalcactions que les individus ont été obligés de faire sur leurs revenus, ou même sur leurs capitaux, n'ont occasionné ni gêne, ni embarras, & qu'au contraire la prospérité générale du Royaume a toujours été en croissant. Vos Seigneuries trouveront la preuve complète de cette assertion dans les états comparatifs de notre commerce ; dans le cours favorable du change avec  
le

le Continent ; dans le produit net du Revenu Permanent, qui a monté pour l'année qui a fini le 5 Janvier 1798, à 17,960,000*l.* & qui a monté pour celle qui s'est terminée le 5 Janvier 1799 à 21,049,000*l.* : mais plus particulièrement encore dans le produit net des Taxes Permanentes qui existaient avant la guerre. Ces taxes ont produit pour l'année qui a fini le 5 Janvier 1799, 1,070,000*l.* de plus que dans l'année précédente :—2,021,000*l.* de plus que la somme à laquelle j'ai dit autrefois dans cette Chambre que s'était élevé le produit commun des trois années qui finirent le 5 Janvier 1796 :—& 118,000*l.* plus haut que dans l'année de paix qui fut la plus productive, je veux dire l'année 1792. En faisant mention ici des exportations, j'aurais dû remarquer que la valeur des objets de manufacture Britannique, exportés en 1798, autant qu'on peut en juger par le montant des trois quartiers qui ont fini au mois d'Octobre, a été de beaucoup plus considérable que jamais.

Tous ces témoignages de prospérité\* sont bien au dessus maintenant des tableaux & des

\* Voyez l'Appendix, Nos. 2 & 3.

évaluations que je soumis à Vos Seigneuries au mois de Mai 1796. Et cependant ces évaluations furent attaquées dans le tems. On les combattit comme chimériques, comme extravagantes ; on s'y opposa, avec peu de succès, à la vérité, mais certes avec beaucoup de véhémence, soit dans des discours prononcés à ce sujet, soit dans des pamphlets & dans les feuilles publiques. Il peut donc aujourd'hui m'être permis de répliquer, avec un orgueil raisonnable, que notre prospérité actuelle (indépendamment des avantages incalculables qui doivent résulter de nos dernières victoires, & des nouvelles sources de commerce qui viennent de s'ouvrir) excède de beaucoup ce que j'osai, en 1796, promettre, ou présenter comme probable.

Le Subside de Guerre, ainsi établi, a été payé sans murmure. En même tems ont eu lieu les succès étonnans, qui rendront l'année 1798 à jamais mémorable dans les fastes de l'histoire. Et le sentiment de ces succès, leur éclat, l'impression qu'ils ont faite, leur valeur, ne seront point affaiblis par l'assertion du Noble Baron, que :

“ Deux



“ Deux cent millions ont été dissipés sans ob-  
 “ tenir aucun avantage permanent.”

Cette assertion, My Lords, m'excite à vous  
 prier de porter pour un moment votre attention  
 sur le contraste singulier que présente l'ennemi.  
 Ses finances en état de banqueroute, ses manu-  
 factures ruinées ; sans aucun commerce ; frus-  
 trée dans tous ses projets d'invasion ; déshonorée  
 & battue dans toutes les tentatives qu'elle a faites  
 pour nuire à ce pays qui a été l'objet particulier  
 de son inimitié ; accablée de la perte de flottes  
 & d'armées considérables ; luttant contre la  
 haine, l'exécration & le désespoir des nations  
 qu'elle a asservies ; & exposée à de nouvelles hos-  
 tilités de la part des autres Etats qui enfin com-  
 mencent à sentir le danger général ; la France  
 n'en continue pas moins sa carrière atroce &  
 extravagante ; ici, trompant un allié, là, extor-  
 quant de l'argent à un autre, ou bien pillant im-  
 punément un troisieme, afin de rassembler des  
 moyens d'envahir un quatrieme sans provocation  
 & sans prétexte ; fomentant & soudoyant des  
 révoltes & des révolutions ; menaçant, ou por-  
 tant

tant la dévastation indistinctement dans les républiques & dans les monarchies ; elle continue encore à se jouer de tous les principes & de tous les devoirs de la religion, de toutes les lois de la nature & du droit des gens. Et à cet excès de scélératesse continue, se mêle une témérité présomptueuse, & une cruauté froide & calculée dont il n'y a point d'exemple dans les annales les plus horribles & les plus avilissantes de la dépravation humaine.

Ce n'est pas chose aisée au plus brave homme, dans le cours ordinaire de la vie privée, de se défendre des attaques d'un fou méchant & furieux. Il en est à peu près ainsi des luttes entre nations. Et il ne peut pas y avoir de doute que ce pays-ci n'eût succombé, & n'eût entraîné dans sa ruine tous les autres gouvernemens existans, si nos compatriotes n'avaient été avertis à tems du danger qu'ils couraient, s'ils ne l'avaient reconnu, & s'ils n'avaient pas été pénétrés d'une confiance bien fondée dans leurs propres ressources, & animés du courage réfléchi qui les caractérise. Nous sentons, nous savons que ce n'est que par  
la

la résistance & avec de l'énergie que nous parviendrons à obtenir la paix & la sécurité. Nous sommes forcés, nous le reconnaissons universellement, à pourvoir aux dépenses d'une autre année, avec la même vigueur que celle à laquelle nous devons notre sûreté & notre prospérité actuelles, & la gloire sans égale dont nous jouissons.

Heureusement, nous possédons encore des ressources & des moyens proportionnés aux circonstances ; & il ne reste plus qu'à examiner, si ces ressources peuvent être mises à exécution & en activité, d'une meilleure manière que par la mesure qui nous est soumise en ce moment.

Quels sont donc, My Lords, & la nature & les objets de cette mesure ?

Son objet principal est, comme celui de la mesure qui fut adoptée l'an dernier, de lever dans le cours de l'année une portion considérable des subsides de l'année ; & de liquider, dans un court espace de tems, ce qui peut être levé par la voie des emprunts.

D

La



La somme levée l'an dernier, par les différens modes de ce qu'on peut appeller un Subside de Guerre, montera probablement à environ 7 millions & demi. La somme que l'on estime devoir être levée, pour le service de l'année actuelle, au moyen de ce Bill & de la Taxe de Guerre sur les Importations & Exportations, est d'environ douze millions.

Pour y parvenir, on propose de taxer dans une proportion égale, toutes les classes & especes de Revenus, à l'exception seulement de ceux qui appartiennent à la partie pauvre & travaillante de la communauté ; & à l'exception aussi du faible revenu qui est présumé ne pouvoir fournir que la subsistance pure & simple aux individus.

On a évalué la somme à lever de cette manière à dix millions, ce qui fait le dixieme de celle à laquelle on a calculé que s'élevait la portion du revenu national, que l'on assujettit à la contribution proposée\*. J'ai des raisons de croire que ce calcul est modéré, & que par une prudence louable on l'a présenté au dessous de ce qu'il est réellement.

\* Voyez l'Appendix No. 4.

Je suis en outre porté à croire qu'il serait possible de démontrer que le revenu général de la classe exemptée de toute contribution, est au moins aussi considérable que la portion du revenu national sur laquelle le Bill actuel portera.

Le plan a été présenté à la discussion, arrangé & complété, avec toutes les modifications & toute l'indulgence qui étaient compatibles avec son principe. Il a été accordé des réductions considérables aux individus & aux familles, à proportion du nombre de leurs enfans, & cela d'après une échelle extrêmement favorable aux revenus qui n'excèdent pas 1000 £., suivant le principe, que les dépenses relatives au soutien & à l'éducation des enfans, portent sur les petits revenus d'une manière bien plus sensible que sur les revenus plus considérables. On a fait aussi avec les modifications & les réductions les plus libérales, des réglemens pour parvenir à l'estimation des revenus des fermiers & des censitaires, & particulièrement des fermiers qui ont moins de 300 £. par an. On trouve encore dans le Bill plusieurs autres concessions qui prennent certainement

leur source dans des motifs de justice & de sagesse, mais qui tendent à diminuer le produit estimé. Cependant, lorsque nous nous rappelons que les Cotisations Additionnelles (*assessed taxes*) de l'an dernier, jointes à la Contribution Volontaire, ont produit au delà de six millions, il n'est pas déraisonnable de présumer que la mesure dont il est question pourra produire dix millions.

La mesure adoptée l'an dernier, telle qu'elle était exécutée, & conformément à sa nature, bornait quelques personnes à l'obligation de déclarer leurs revenus, & en cela, ainsi qu'à d'autres égards, elle était partielle. La mesure actuelle exige de Tous, la déclaration d'un revenu qui ne soit point au dessous de celui dont on se trouve effectivement en possession & jouissance ; en permettant, néanmoins, que le voile du secret soit étendu sur de semblables déclarations, dans tous les cas où leur publicité serait jugée par les individus contraire à leurs intérêts commerciaux. Il résultera de ces facilités, que ceux qui entassent & accumulent des revenus considérables, doivent maintenant payer en plein leur part de la protection dont  
ils



ils jouissent. Et il n'arrivera plus, que l'honnête contribuable paye sa quotité, ou même plus, tandis que le contribuable frauduleux, au cœur froid, avec des moyens égaux, ou plus grands, ne paye rien, ou au moins fort peu de chose. A cet égard, le système actuel a été rendu aussi juste envers les individus qu'il sera trouvé utile par rapport au public.

Ne perdant point de vue ces divers objets, le bill actuel me paraît avoir été calculé avec soin, & composé avec beaucoup d'exactitude & d'habileté, de manière à prévenir les inégalités, les fraudes, les embarras & les injustices. Et c'est ainsi, My Lords, que nous accomplissons en ce moment la meilleure de toutes les opérations de finances, c'est-à-dire, la manière d'obtenir par un effort national, temporaire, & sans inconvénient national, tel subside que les besoins nationaux puissent exiger.

Il est probable, & même plus que probable, que dans une mesure aussi vaste, il se présentera des cas imprévus, qui pourront exiger par la  
suite

suite l'interposition du Parlement, des explications, des allégemens. D'un autre côté, il pourra se présenter des occasions où il sera nécessaire d'appliquer des dispositions de rigueur & plus efficaces, pour prévenir des fraudes & des évactions imprévues.

Maintenant, My Lords, je ferai une récapitulation sommaire des principaux avantages qui peuvent résulter du vote que je me flatte que nous allons émettre. Le noble Baron a entièrement passé sous silence quelques-uns de ces avantages, & il me semble qu'il en est d'autres qu'il a fort mal appréciés.

La première considération qui se présente est celle de l'économie. Je ne fatiguerai point Vos Seigneuries par des calculs minutieux. Mais en comparant la levée prompte & le prompt paiement de vingt millions, avec la valeur de l'annuité qu'il aurait fallu créer, si le Parlement avait fait un emprunt de la même somme, je suis très-modéré lorsque j'ose avancer qu'il aurait été impossible de faire un semblable emprunt

au

au dessus de 50%. en les 3 pour cent, ce qui revient à 6 pour cent d'intérêt, lequel intérêt joint aux deux pour cent pour le rachat ou l'amortissement du capital ainsi créé, aurait formé une charge annuelle de 8 pour cent, ou autrement de 1,600,000%.

Et qu'il me soit permis de remarquer ici, en passant, que 1,600,000% par an, auraient dû être imposées en taxes nouvelles & permanentes, auxquelles il aurait encore fallu ajouter de très-gros frais de perception. Il ne faut point négliger ces considérations dans toutes les comparaisons que l'on voudra faire entre une maniere quelconque de lever ces 20 millions, & celle de les prélever par une taxe de 10 pour cent sur le revenu, imposée pour deux ans, & qui doit produire 10 millions chaque année.

Les 1,600,000% par an que dans cette hypothese il faudrait percevoir pour payer l'intérêt & l'amortissement graduel des vingt millions qu'on aurait empruntés comme j'ai dit, (ou, en d'au-

tres



tres termes, pour l'extinction d'un capital nominal de 40 millions en trois pour cent), ces 1,600,000<sup>l.</sup> annuelles, dis-je, peuvent être considérées comme devant éteindre la totalité de l'emprunt, dans l'espace de 40 années, d'après le prix probable des fonds publics dans cet intervalle. Or, quelle est maintenant la valeur d'une annuité semblable pour 40 années? Vos Seigneuries trouveront qu'une semblable annuité se vendrait aujourd'hui à peu près au denier vingt, en prenant le taux commun de l'intérêt à 4 pour cent par an. Et certainement, quoique l'expérience de ce siècle ait démontré que sur quarante années il y en a près de seize de guerre, l'intérêt de 4 pour cent par an peut être regardé aujourd'hui, dans l'état & avec la perspective de prospérité de ce pays, comme un taux commun fort honnête. Le résultat sera donc que, au lieu de créer une annuité en taxes qui porteraient d'une manière fatigante sur la masse du peuple, & dont la valeur serait de 32 millions, vous remplissez le même objet en levant vingt millions en deux ans, & vous gagnez la différence.

Mais

Mais les avantages ultérieurs qui en résultent sont infiniment plus importants. Ce n'est pas un des moindres de ces avantages, que de voir que le plan actuel accélère considérablement les effets salutaires du fonds d'amortissement. Les sommes, de différentes especes, qui doivent être réservées & employées par les commissaires chargés de l'amortissement de la dette nationale, ne monteront pas, dans la première année de la paix, à moins de QUINZE MILLIONS, ou environ 50,000<sup>l</sup>. par jour, pour 300 jours dans l'an. L'effet qu'opérera une telle somme, employée journellement à acheter des fonds qui seront anéantis & ne reparaitront plus sur la place, ne peut manquer de favoriser notre crédit public au delà de tout calcul. Cette opération est elle-même sans exemple dans les annales de la Finance.

C'est encore une consolation & un encouragement pour nous, dans nos efforts actuels, de voir que nous touchons de très-près à l'époque à laquelle le fonds d'amortissement original sera parvenu à son maximum\* ; & à laquelle, au moyen de

\* V. l'Appendix, No. 5.

l'addition d'un pour cent qui a été appropriée au remboursement graduel du capital dans chacun des emprunts faits pendant la guerre actuelle, le fonds d'amortissement permanent montera à huit millions sterling par an.

Lorsque j'ai dit que le plan proposé prévient l'accroissement des taxes permanentes, que, sans cela, il aurait fallu mettre sur des objets de consommation, j'aurais dû ajouter, qu'en évitant une addition semblable aux taxes permanentes, nous accélérons le moment où une partie de ces taxes actuellement existantes pourra être abolie.

Mais les avantages de la mesure en question ne se bornent point à la question d'économie, toute importante qu'elle est; ni aux effets du fonds d'amortissement, quelque salutaires qu'ils soient; ni au bonheur, si désirable pour tous, d'éviter par-là de nouvelles taxes; ni au maintien de notre crédit public, si essentiel à notre prospérité: ces avantages ont encore pour objet de démontrer à nos ennemis, & à l'univers entier, que nous possédons des ressources inépuisables; que nous  
sommes



sommes disposés à les employer ; & que nous sommes déterminés à nous maintenir solidement dans le poste élevé que nous occupons, & que j'espère que nous occuperons encore long-tems parmi les nations.

Je profiterai maintenant de l'indulgence de Vos Seigneuries, pour examiner brièvement les principales objections auxquelles on a cru que ce Bill donna lieu.

Le Noble Baron a dit, & il m'a été suggéré par d'autres personnes, dont je respecte l'opinion, que le Bill ayant exempté tous les revenus au dessous de 60*l.* & ayant imposé le paiement de la taxe sur une échelle progressive, depuis 60*l.* jusqu'à 200*l.*, on admettait ainsi le principe de progression & qu'il aurait fallu suivre cette progression dans toutes les classes des revenus plus considérables. Je prétens qu'une telle gradation serait contraire à la sûreté & à tous les droits de la propriété ; qu'elle n'est digne tout au plus que du Conseil des Cinq-cents, & conséquemment

qu'elle serait déshonorante pour un Parlement Britannique ; que cela ne menerait pas à moins qu'à l'introduction d'un plan de nivellement des fortunes, & qu'on en inférerait que, parce qu'un homme possède beaucoup, on doit lui prendre encore plus qu'on ne prend aux autres en proportion.

Certes, lorsque l'on examine la chose avec candeur, on ne voit point qu'il y ait d'inconséquence dans l'exemption accordée aux revenus au dessous de 60 $\text{\textit{.}}$ . Cette exemption est une interprétation libérale du principe, qu'en levant une taxe sur le revenu, nous ne devons pas l'étendre sur les revenus nécessaires à la subsistance ; & après avoir établi ce point à 60 $\text{\textit{.}}$  par an, il doit encore y avoir quelques gradations au delà, avant d'arriver à la taxe d'un dixieme :—autrement, il en résulterait qu'un homme riche de 65 $\text{\textit{.}}$  par an, obligé de payer 6 $\text{\textit{.}}$  10s. pour le dixieme, deviendrait plus pauvre que l'homme riche de 60 $\text{\textit{.}}$  par an, & ainsi en proportion, en montant plus haut.

Peut-

Peut-être aurait-il été plus strictement conforme au système proposé, d'avoir terminé l'échelle progressive par les revenus de 100%. Mais je n'émet point d'opinion contraire au sentiment plus libéral qui a animé ceux qui ont rédigé le Bill. Je ne cherche qu'à démontrer combien est conséquent le principe au moyen duquel les inégalités de revenu restent comme on les a trouvées, & au moyen duquel encore les privations de l'année portent sur tous dans une proportion égale.

L'idée d'exiger des plus hautes classes une plus grande proportion, sans parler de sa tendance à niveler les fortunes, impliquerait & tendrait à faire conclure que, dans toutes les taxes sur les consommations, chaque individu devrait aussi être taxé en proportion de son revenu; & que lorsqu'un homme riche de 400% par an, paierait un droit de cinq shellins par boisseau de sel, ou sur une quantité quelconque de thé, ou de vin, celui qui posséderait 4000% de rente devrait payer cinquante shellins. Dire que l'usage de ces articles est en quelque sorte volontaire, ne serait pas répondre. Heureusement un semblable système,



tême, qui serait certainement injuste & nuisible, ne serait certainement pas moins impraticable.

Il est une autre objection qui est plus plausible, mais qui est également vicieuse. On nous dit que telle espece de revenu vaut mieux que telle autre ; & qu'en conséquence, elle doit payer pour sa protection en raison de sa plus ou moins grande valeur : par exemple, qu'une rente viagere ne valant qu'un capital au denier dix, & le revenu d'un fief que l'on vendrait au denier trente, devraient être taxés dans la proportion d'un à trois, en raison de la valeur du capital représenté par chacun de ces deux différens objets de revenu.

J'avoue que j'ai cru un moment, lorsque cette idée fut mise en avant pour la premiere fois dans les débats de la derniere Session, qu'elle avait quelque fondement ; mais un peu de réflexion fera voir que toute la difficulté provient d'une confusion dans les termes, & de ce qu'on mêle les idées de revenu & de capital. Le revenu, comme revenu, ne peut se distinguer, & ne peut

peut être placé sur une échelle de taxation, quelles que soient la nature & la valeur du fond dont il provient. Du moment que ce revenu serait taxé selon la valeur qu'il aurait sur la place, il cesserait d'avoir les attributs de revenu, il deviendrait capital. Ici se présente une nouvelle question :—Veur-on imposer une contribution sur les capitaux ? Quant à moi, je pense qu'une taxe sur les capitaux serait inexécutable. En effet, comment serait-il possible d'évaluer les différens biens des propriétaires & des fermiers de terres, & toutes les diverses modifications, conditions, charges & réversions auxquelles la propriété réelle est sujette ? En outre, par quelles regles, & à quel denier évalueriez-vous les revenus, si variables, des artistes, des manufacturiers, des marchands & des artisans ? Ces sortes de capitaux sont de la nature des revenus viagers, ou pour un certain nombre d'années, quoiqu'en général ils aient l'avantage de s'accroître, & de se bonifier. Ils sont à la vérité sujets à des accidens & des vicissitudes innombrables, mais, pris en masse, on ne peut pas plus les distinguer des autres rentes, qu'on ne peut distinguer les annuités ou rentes

viageres

viageres elles-mêmes, des autres revenus fixes & perpétuels.

Prétendra-t-on qu'un bien libre, non substitué, que son propriétaire laissera à ses enfans, est véritablement d'une plus grande valeur pour lui que s'il n'en avait que l'usufruit pendant sa vie, & que ce bien fût déjà substitué à son fils & à ses descendans ? Un bien dont il aurait ainsi la jouissance pendant sa vie, avec réversion à ses héritiers mâles, serait-il d'un plus grand prix pour lui qu'il le serait, s'il n'avait point d'enfans, ou s'il était substitué à quelque parent éloigné ou à un étranger ? Dans ce dernier cas, quelle différence y a-t-il entre une semblable propriété & toute autre propriété viagere ? Tout revenu qui provient du commerce ou d'un métier, devient, lors de la retraite ou à la mort de son possesseur, la propriété d'un autre, de même que le revenu qui provient d'un bien ou d'une annuité à terme ou à vie. En un mot, nous ne pouvons point regarder le revenu, comme une chose que l'on puisse évaluer différemment, selon chacune de ses diverses natures, ni comme une propriété que l'on



l'on puisse croire pouvoir avec justice soumettre à des taxes, en raison de ce qu'elle produit un intérêt plus long que la vie de celui qui la possède :

*Tanquam*

*Sit proprium cuiquam, puncto quod mobilis horæ*

*Nunc prece, nunc pretio, nunc vi, nunc sorte supremâ,*

*Permutet dominos et cedat in altera jura.*

Et c'est pour cela que par ce Bill, dans tous les cas indistinctement (& autrement il y aurait injustice), le revenu de l'année est sujet pour l'année, à certaines déductions proportionnelles qui affectent également tous les contribuables.

Tel est donc, My Lords, le plan qui nous est soumis. Il établit un Système de Subsidés, essentiellement important dans la lutte actuelle, essentiellement avantageux au rétablissement éventuel de la paix, & tel qu'à l'avenir il engagera les nations à réfléchir sérieusement avant de nous mettre dans la nécessité de les combattre.

Je dois encore le répéter, My Lords, cette mesure a été accomplie par la réunion des opi-

F

nions

nions sur la nature de l'inimitié des Français ; par l'affection, l'attachement & la reconnaissance que nous ressentons tous pour un Souverain qui est regardé à juste titre comme le pere de son peuple ; & par la confiance placée dans les Conseils de ce Souverain, & dans la sagesse du Parlement ; — ou, en d'autres termes, par la conviction générale de tous les esprits, conviction qui fait (ainsi que l'a dit énergiquement un Noble Marquis\*, le premier jour de la Session,) “ que toute opposition est morte & enterrée.” — Je puis ajouter, avec franchise, que l'opinion publique est prononcée d'une manière peu équivoque, lorsque des hommes publics peuvent, à une époque d'anxiété sans exemple, se retirer & rester dans l'obscurité, sans exciter dans un grand Empire, dans un pays éclairé, même le plus léger murmure de regret public.

My Lords, j'ai souvent prédit dans cette Chambre, pendant les cinq années qui viennent de s'écouler, que nous aurions encore de nouveaux dangers, & de nouvelles difficultés à vaincre ; &

\* Lord Lansdown.

certes,

certes, je ne serai jamais disposé ni à flatter Vos Seigneuries, ni nos compatriotes, en général, ni à me flatter moi-même. Mais je conçois maintenant de bonnes espérances, & j'entrevois avec plaisir une meilleure perspective. Dans ce moment, si nous pouvions nous considérer simplement comme Puissance Maritime, opposés seuls à la France & aux Puissances Navales qui ont le malheur d'être forcées d'agir avec elle, & de se soumettre à être appelées ses alliés, la contestation serait parvenue à sa fin. En effet quel objet de contestation pourrait-il exister entre des rivaux maritimes, dont l'un a perdu, & abandonné à l'autre, tout son commerce, toutes ses colonies, toutes ses possessions extérieures, toutes ses mers, & presque toutes ses flottes ; qui a perdu, en ajoutant à la liste les prises faites sur les Hollandais & les Espagnols, au delà de soixante vaisseaux de ligne, & plus du double de ce nombre en frégates ? Je ne balance pas à dire qu'une Puissance Maritime, dans une telle situation, & bloquée dans tous ses ports & sur toutes ses côtes, est battue & détruite. Ses habitans peuvent se rassembler en foule sur le rivage, & là, pousser, dans leur



rage insensée & impuissante, des cris d'injure, d'opprobre & de menace; mais ils sont défaits, mais ils ont cessé de former un peuple maritime, au moins pour long-tems. Et quant à nous, s'il ne s'agissait que de nos intérêts insulaires, la guerre est arrivée au point qu'en étudiant nos cartes géographiques, on a de la peine à y trouver de nouveaux objets de conquête & d'acquisition.

Mais en énonçant ceci, que l'on ne croie pas que je donne, ni que j'insinue, d'opinion soit sur la faiblesse, soit sur la stabilité du gouvernement monstrueux qui s'est établi en France. Il y aurait de la présomption à dire quelle peut être la durée d'un pouvoir qui saisit & s'approprie, sans scrupules ni remords, les ressources des autres nations. Personne ne peut prédire combien de tems une horde effrénée de voleurs & d'assassins peut subsister par le pillage & par les crimes, avant d'être atteinte par la justice divine ou humaine. Mais il est au moins une vérité évidente & certaine; c'est que, aussi long-tems

que

que les meneurs Français paraîtront n'avoir de moyens d'existence qu'en prolongeant les malheurs & les calamités qu'ils ont causés, & aussi long-tems qu'ils conserveront le pouvoir & la soif du mal & de la destruction, il y aurait folie & extravagance de notre part, à supposer que nous puissions jouir avec sûreté des douceurs de la paix. Nous ne devons point espérer le retour de cette paix, aussi long-tems que le pouvoir révolutionnaire conservera son activité ; & cette activité se maintient encore, avec une malignité fatiguée & aux abois, mais toujours insatiable, au milieu de scenes horribles de dépopulation, de banqueroute, de mécontentement & de révolte.

Pour ce qui regarde la sécurité pure & simple de ces Isles, elle est assurée par notre courage & nos ressources. Mais en portant nos regards vers l'époque si désirée de la pacification, nous ne devons jamais oublier que la sécurité de l'Europe est essentielle à celle de l'Empire Britannique. L'une & l'autre sont inséparables.

Per-

Permettez-moi, My Lords, de relever, avant  
 de finir, une circonstance qui pourrait, si je  
 l'omettais, me faire accuser de parler avec une  
 chaleur peu généreuse & en homme à préjugés.  
 Dans l'occasion présente, ainsi que dans d'autres,  
 je me suis servi d'expressions très-sévères, en  
 parlant des Français comme nation :—Assuré-  
 ment ce peuple a été, & est depuis neuf ans,  
 le peuple le plus détestable qui ait jamais dés-  
 honoré le Globe sur lequel nous vivons & respi-  
 rons, & d'où nous tirons l'être. Il a été &  
 continue d'être le fléau & la peste de l'humanité  
 affligée. Mais je désire, une fois pour toutes,  
 que l'on n'entende point que je parle des Fran-  
 çais, tels que je les ai vus & connus il y a douze  
 ans ; ni des Français tels que j'espère les revoir  
 un jour. J'en parle comme ils sont aujourd'hui,  
 un peuple crédule, subjugué, irréligieux, immo-  
 ral & cruel ; instrument aveugle de la corrup-  
 tion, des caprices & des crimes d'un petit nom-  
 bre de régicides furieux & désespérés. J'en  
 parle comme ils sont, & je continuerai d'en par-  
 ler ainsi dans toutes les occasions qui se pré-  
 senteront ; parce que je sais & je sens, que nous  
 ne



ne pouvons être ni trop souvent avertis, ni trop  
fortement pénétrés, de ce qu'est véritablement  
notre ennemi, & du danger que nous cour-  
rons.

Mais à Dieu ne plaise que j'applique de  
semblables expressions à la nation que j'ai vue,  
composée d'une noblesse brave & généreuse, &  
d'un peuple ingénieux, aimable & bon ; quoi-  
que, dès lors, suivant de mauvais guides, & livré  
à de fausses lumières qui le conduisaient vers le  
précipice, où il est tombé. Ce n'est pas un des  
moindres malheurs des membres de cette no-  
blesse, & des autres classes respectables, qui ont  
été forcés de s'exiler, & qui succombent sous le  
poids de mille infortunes, de se sentir honteux  
du pays qui leur a donné naissance, & de porter  
partout avec eux le sentiment, que le seul nom  
de Français rétentira désagréablement, pendant  
des siècles, aux oreilles du genre humain.—Le  
contraste, My Lords, se présente naturellement à  
votre attention. Je le vois avec complaisance &  
orgueil ; & cet orgueil est pardonnable, puisque  
son but est moral & honnête. Les Anglais, fiers  
du

du bonheur d'être Anglais, puisent dans ce bonheur qu'ils savent sentir & apprécier, une élévation d'ame, qui fournira à la génération actuelle & à la postérité, un encouragement continuel à la vertu, & à des efforts dictés par le patriotisme, l'honneur & la justice. *Vera gloria radices agit, atque etiam propagatur.*

APPENDIX.

## APPENDIX.

### No. 1.

TABLEAU de la Valeur Totale des IMPORTATIONS &  
EXPORTATIONS de la GRANDE-BRETAGNE dans les  
Années suivantes, savoir :

Années	Valeur des im- portations	Valeur des Mar- chandises An- glaises exportées	Valeur des Mar- chandises étran- gères exportées	Total de la va- leur des Mar- chandises An- glaises & étran- gères exportées
	£.	£.	£.	£.
1790	19,130,886	14,921,084	5,199,037	20,120,121
1791	19,669,782	16,810,020	5,921,976	22,731,996
1792	19,659,358	18,336,851	6,568,348	24,905,200
1793	18,696,593	13,892,268	6,497,911	20,390,179
1794	22,288,894	16,725,402	10,023,564	26,748,966
1795	21,859,256	16,527,213	10,785,125	27,312,327
1796	22,749,476	19,102,220	11,416,693	30,518,913
1797	21,013,596	17,268,807	11,948,234	29,217,041
1798*	-----	-----	-----	-----

\* Le compte de cette année ne peut encore être fait que jusqu'à l'époque du 10 Octobre. Mais il paraît que le montant de la valeur des marchandises Anglaises & étrangères exportées d'Angleterre dans les trois premiers quartiers de l'année montait à 22,977,000/.



# No. 2.

TABLEAU de la Valeur Comparative de certains Articles principaux de Manufactures Britanniques exportés d'Angleterre dans les neuf premiers Mois de l'Année 1797, & dans les neuf premiers Mois de 1798.

	Neuf premiers Mois, 1797.	Neuf premiers Mois, 1798.
	£.	£.
Cotons manufacturés . . . . .	1,583,000	1,725,000
Fer travaillé . . . . .	631,000	678,000
Toiles . . . . .	493,000	880,000
Laines travaillées . . . . .	3,977,000	4,978,000

TABLEAU de Comparaison de la Valeur des Objets de Manufacture Britannique & des Marchandises Etrangères, exportés d'Angleterre dans les neuf premiers Mois de 1797 & 1798.

	Neuf premiers Mois, 1797.	Neuf premiers Mois, 1798.
	£.	£.
Total des objets de Manufac- ture Britannique exportés d'Angleterre }	12,034,000	13,285,000
Total des Marchandises Etran- gères exportées d'Angleterre }	8,654,000	9,692,000
	£ 20,688,000	22,977,000

# No. 3.

Montant des Taxes permanentes, Recette commune de trois ans au 5 Janvier 1784 . . . . .	£. 9,876,000
Montant desdites Taxes, suivant l'Estimation faite par un Comité, sur une Recette commune de trois Ans, au 5 Janvier 1791 . . . . .	13,472,000
Montant desdites Taxes pour l'année 1792 .	14,284,000
Montant desdites Taxes, d'après une Recette commune de trois années, au 5 Janvier 1796, toutes Dédutions faites pour les Changemens & Arrangemens intermédiaires du Revenu .	12,381,000
Montant des mêmes Taxes, sur une Recette commune de cinq Années de guerre, au 5 Janvier 1798 . . . . .	13,806,000
Montant des mêmes Taxes pour l'Année 1797	13,332,000
Montant des mêmes Taxes pour l'Année 1798*	14,402,000

\* Partie de cette augmentation, comparativement au produit de l'année précédente, provient sans doute de la dépression qu'avaient éprouvée l'année d'auparavant quelques branches du revenu, par des circonstances qui ont presque cessé d'avoir lieu à présent ; tels que les droits sur le vin, &c. En même tems, le paiement actuel d'une augmentation aussi considérable, de quelque cause qu'il provienne, fournit une preuve indubitable des ressources & des facultés du pays, malgré tous les fardeaux qu'il supporte.

No. 4.  
ÉVALUATION DU REVENU DES SUJETS DE S. M. BRITANNIQUE.

	Revenu Annuel.	Dédaction pour la Portion de ceux au dessous de 60l. qui ne paieront rien, & pour ceux au dessous de 200l., qui l'un dans l'autre ne paieront qu'un 50ème.	Revenu Taxé.
Rentes des Propriétaires de Terre, 40,000,000 d'Acres en Culture, estimés à 12s. 6d. . . . .	£. 25,000,000	$\frac{1}{3}$ — 5,000,000	£. 20,000,000
Profits des Fermiers, les $\frac{1}{4}$ . . . . .	19,000,000	$\frac{2}{3}$ — 13,000,000	6,000,000
Dixmes . . . . .	5,000,000	$\frac{1}{3}$ — 1,000,000	4,000,000
Mines, Navigation, & Bois . . . . .	3,000,000	. . . . .	3,000,000
Maisons . . . . .	6,000,000	$\frac{1}{3}$ — 1,000,000	5,000,000
Rentes sur des Maisons habitées, 4,500,000 . . . . .	2,000,000	. . . . .	2,000,000
Professions . . . . .	5,000,000	. . . . .	5,000,000
Ecosse, un huitieme de l'Angleterre du Revenu taxé . . . . .	5,000,000	. . . . .	5,000,000
Revenu des Possessions d'outre Mer . . . . .	15,000,000	$\frac{1}{3}$ — 3,000,000	12,000,000
Intérêts de Fonds Publics, déduction faite des Sommes données aux Commissaires, comme Fonds d'Amortissement, & Intérêt de Capitaux rachetés . . . . .	12,000,000	. . . . .	12,000,000
Profits sur le Commerce avec l'Etranger, supposé être de 15 pour Cent sur 80,000,000l. de Capitaux Assurés . . . . .	18,000,000	. . . . .	28,000,000
Bénéfices sur le Commerce Intérieur, à 15 pour Cent . . . . .	10,000,000	. . . . .	
Autres Commerces . . . . .	£. 125,000,000	23,000,000	102,000,000



## CAISSES D'AMORTISSEMENT.

A la fin de la dernière guerre, la Dette Publique s'élevait à 239 millions sterling.

Cette Dette était composée en partie d'annuités perpétuelles, mais rachetables, & en partie (quoique dans une proportion très-peu considérable) d'annuités à terme fixe, & de rentes viagères.

La *Caisse d'Amortissement* consiste en un million de livres sterling annuellement mis de côté depuis 1786, pris sur le Revenu Général du Royaume, & régulièrement payé de trois mois en trois mois, en portions égales, à des Commissaires spécialement chargés d'appliquer inviolablement cette somme à la réduction de la Dette publique.

Les Intérêts de la Dette, ainsi graduellement éteints, ajoutés aux épargnes provenant de la cessation du paiement des Annuités dont le terme expire, s'accumulent & sont appliqués de la même manière, & au même objet, par les Commissaires susdits. Mais l'accumulation doit cesser du moment où la somme entière, mise à la disposition des Commissaires, se montera à *Quatre Millions* de livres sterling par an (désignés dans ce Discours sous le nom de *Maximum*). Dès lors le Parlement pourra disposer annuellement, d'une portion

portion du produit des Taxes égale à l'Intérêt de la Dette qui aura été annuellement rachetée & éteinte au moyen des quatre millions susdits.

Afin d'empêcher que de nouvelles Dettes résultant de nouvelles Guerres, ne détruisent ou n'interrompent les bons effets de l'établissement susdit, une Caisse d'Amortissement Additionnelle fut fondée en 1792. La loi, qui en porte création, ordonne qu'à chaque nouvel emprunt il sera pourvu à une somme suffisante, non seulement pour payer les Intérêts Annuels du Capital emprunté, mais aussi pour éteindre graduellement ce Capital même (au moyen d'un paiement additionnel équivalent à un pour Cent par an du Capital). De cette manière, le Capital emprunté doit se trouver éteint dans le terme d'environ quarante ans, du plus au moins, selon le prix des Fonds Publics.

Ces deux Etablissements, joints à une somme de 200,000 livres sterling votée pour la première fois en 1792, & depuis lors affectée annuellement à l'augmentation de la première des deux Caisses susdites, produisent dès à présent beaucoup au delà de quatre millions par an, & leur accroissement progressif, au prix actuel des fonds, est très-rapide.

Plus de 30 millions du Capital de la Dette publique ont déjà été rachetés.